

**Université de Montréal**

**Déterminants macroéconomiques de la corruption**

**Par  
Mohamed Bayoudh**

**Directeur de recherche  
Mr. André Martens**

**Département des sciences économiques**

**Faculté des arts et des sciences**

**Rapport de recherche présenté à la Faculté des études  
supérieures**

**en vue de l'obtention du grade de Maîtrise  
en sciences économiques  
option économétrie**

**Mai, 2006**

**© Mohamed Bayoudh, 2006**

## **Sommaire**

La corruption est une pratique généralisée et répartie sur toute la surface du globe. La corruption est néfaste pour un pays, et incontestablement plus pour un pays en voie de développement. Ses effets peuvent être destructeurs. La corruption menace la supériorité du droit, la démocratie et les droits de la personne, déforme le commerce international et nuit au développement économique des pays.

Nous proposons dans le cadre de ce rapport de recherche d'estimer la relation entre la corruption et différents indicateurs macroéconomiques. Il s'agit d'une estimation en données transversales de 110 pays pour l'année 2003.

D'après nos résultats, il apparaît que l'ouverture au commerce extérieur, les dépenses publiques et le revenu par habitant exercent un impact positif et significatif sur la corruption. L'impact de l'indicateur du niveau de capital humain, et du niveau de l'infrastructure est, quant à lui, statistiquement non significatif.

Mot clé : corruption

**La liste des tableaux**

Tableau I : les politiques de lutte contre la corruption des différentes institutions internationales.....	16
Tableau II : Revue de la littérature.....	17
Tableau III : Estimation du niveau de la corruption par les MCO avec correction pour hétéroscédasticité et écarts-types robustes par la méthode d'Eicker-White.....	36

## La liste des abréviations

- DOE, Degré d'ouverture de l'économie.
- DDC, La Direction du développement et de la coopération, Suisse.
- FMI, Fonds monétaire internationale.
- Ggdp, Part des dépenses publiques dans le PIB.
- IDEgdp, Rapport de l'investissement direct étranger et du PIB.
- INF, Infrastructure.
- IPC, Indice de perception de la corruption.
- MCO, Moindres carrés ordinaires.
- OCDE, Organisation de coopération et de développement économiques.
- OMC, Organisation mondiale du commerce.
- ONG, Organisations non-gouvernementales.
- PIB, Produit intérieur brut.
- PREM, Département de la réduction de la pauvreté et de la gestion économique.
- RNBPH, Revenu national brut par habitant.
- TBSST, Taux bruts de scolarisation, secondaire et tertiaire.
- TI, Transparency International.
- UNESCO, Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.

## **REMERCEMENTS**

*J'exprime ma vive gratitude et reconnaissance à mon professeur et directeur de recherche Monsieur André Martens pour m'avoir donné la motivation et la confiance pour la réalisation de ce rapport de recherche.*

## Table des matières

Introduction.....	1
Chapitre I : La corruption causes et conséquences .....	4
I. Définition de la corruption.....	4
II. Les causes de la corruption .....	7
II.1. Causes institutionnelles .....	7
II.2. Causes économiques .....	9
II.3. Causes politiques .....	10
II.4. Causes sociales.....	10
III. Les conséquences de la corruption .....	11
IV. Politique de lutte contre la corruption des différentes institutions internationales.....	14
Chapitre II : Revue de la littérature .....	17
Chapitre III : Modèle empirique .....	25
I. Description des données.....	25
I.1. L'Indice de la Perception de la Corruption (IPC) .....	25
I.2. Indicateurs macroéconomiques du modèle.....	27
II. Equation du modèle .....	32
III. Résultats empiriques .....	33
Conclusion.....	37
Bibliographie.....	38
Annexe.....	42

## INTRODUCTION

La corruption est une pratique généralisée et répartie sur toute la surface du globe, qui ne connaît pas de frontières et qui touche tous les pays. Elle fut et demeure de tout lieu et de tout temps. Qu'elle prenne pour nom pot-de-vin, dessous-de-table, détournement de fonds ou entraves à la justice. Qu'elle soit active ou passive. Sa nature se veut multiple. Mais quelle qu'elle soit, la corruption est néfaste pour un pays, et incontestablement plus pour un pays en voie de développement. Ses effets peuvent être destructeurs. La corruption menace la supériorité du droit, la démocratie et les droits de la personne. Elle profite au crime organisé, déforme le commerce international et nuit au développement économique des pays.

Les dernières années, la question de la corruption a attiré l'intérêt, des chercheurs et des politiciens. Les points de vues au sujet de la corruption ont connu un grand changement. Il y a quelques années les succès économiques des pays du sud-est asiatique ont été attribués par quelques observateurs à un impact probablement positif de la corruption supposée faciliter de la prise de décision. Cependant, après la crise de 1997-1998, ces points de vues des observateurs ont beaucoup changé. De nos jours, très peu d'économistes pourraient encore soutenir cette idée qui remet fondamentalement en cause les principes de la bonne gouvernance. (Shleiffer et Vishny (1993), Mauro (1995)). La corruption, quand elle s'introduit dans la gestion des affaires publiques, est source de mauvaise allocation des ressources. La

---

corruption, sous toutes ses formes, décourage les investisseurs potentiels tant nationaux qu'étrangers.

Pour la plupart des économistes, la corruption plonge ses racines dans la représentativité du pouvoir. C'est l'utilisation discrétionnaire du pouvoir et la position souvent monopolistique dont jouissent certains agents publics lorsqu'ils passent des marchés qui rendent possible la corruption. Les incitations à la corruption et ses opportunités dépendent de la taille des rentes et du privilège personnel que les agents publics peuvent tirer de l'octroi de ces marchés.

Plusieurs organismes internationaux, le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), et la Banque mondiale ont intensifié leur travail dans la lutte contre la corruption et ont favorisé une campagne contre la corruption et pour des économies plus transparentes. Le travail de ces institutions avait un objectif commun, à savoir favoriser la bonne gouvernance pour améliorer la qualité de la prise de décision politique et ceci, dans le but de réduire la fréquence et la sévérité des crises financières dans un souci de croissance économique.

A l'instar de n'importe quel marché, la corruption se fonde sur un contrat passé entre différents intérêts. Entreprises, groupes de pression et citoyens essaient de maximiser leurs gains en versant des pots-de-vin, tandis que des agents publics tentent de maximiser leurs revenus illégaux et les politiciens leur pouvoir. Ceux qui versent les pots-de-vin peuvent chercher à éviter ou à réduire des coûts en diminuant illégalement l'impôt dû, en appliquant de façon complaisante la

---



réglementation. Les multinationales peuvent payer des pots-de-vin pour passer devant les autres. La corruption peut être responsable de la dégradation des biens et des services publics, et même menacer la sécurité. Elle alimente le secteur informel et incite à la fraude fiscale. Elle mine les programmes de lutte contre la pauvreté ainsi que les programmes internationaux d'aide et de reconstruction.

L'objectif de ce rapport est de montrer que la corruption a des effets néfastes sur la croissance économique. Pour aboutir à cet objectif nous allons essayer d'établir la relation entre le niveau de la corruption et différents indicateurs macroéconomiques. Ce rapport de recherche comporte trois chapitres. Dans le premier chapitre, on va déterminer les causes et les conséquences de la corruption, suivi des mesures anti-corruption adoptées par différentes organisations et institutions internationales. Le deuxième chapitre est une revue de la littérature. Enfin, le troisième chapitre comporte une étude empirique pour illustrer la relation entre la corruption et les indicateurs économiques.

---

## **CHAPITRE I : LA CORRUPTION CAUSES ET CONSÉQUENCES**

### **I. Définition de la corruption**

La corruption est apparemment un phénomène vieux comme le monde. Elle remonte au moins au temps où une société organisée a pour la première fois créé des institutions publiques. De nos jours, le secteur public a de plus en plus d'importance dans l'activité économique, ce qui entraîne une augmentation des occasions de pratiquer la corruption.

A cause de l'ampleur du phénomène, il semble difficile d'en trouver une définition commune, il n'y a pas une définition qui satisfait les différentes pratiques dans chaque pays. La définition de la corruption a fait l'objet de discussions depuis un certain nombre d'années, sans que la communauté internationale n'ait pu se rallier à une seule définition.

Plusieurs définitions différentes, formulées par divers spécialistes de la question, ont été proposées. Dans le projet de Convention des Nations Unies, le premier article précise que chaque État contractant s'engage à rendre les actes suivants punissables de sanctions pénales appropriées en vertu de son droit national:

- le fait, pour toute personne physique, en son nom propre ou au nom de toute entreprise ou de toute autre personne, physique ou morale, d'offrir, de promettre ou de donner des fonds, présents ou autres
-

avantages à un agent public ou au profit de cet agent à titre de rémunération induite pour accomplir ou s'abstenir d'accomplir ses fonctions à l'occasion d'une transaction commerciale internationale.

- le fait pour un agent public de solliciter, d'exiger, d'accepter ou de recevoir, directement ou indirectement, des fonds, présents ou autres avantages, à titre de rémunération abusive pour accomplir ou s'abstenir d'accomplir ses fonctions à l'occasion d'une transaction commerciale internationale.

Dans sa recommandation du 27 mai 1994 sur la corruption dans le cadre de transactions commerciales internationales, le conseil de l'OCDE a adopté la définition suivante : "La corruption peut consister à offrir ou octroyer directement ou indirectement un avantage excessif, payant ou autre, à un agent public étranger ou pour son compte, en violation des obligations légales de ce dernier, afin d'obtenir ou de conserver un marché. Dans certains pays, la notion de corruption recouvre également les avantages en faveur de membres d'un organe législatif, de candidats à un organe législatif ou à une fonction officielle et de représentants de partis politiques."

Transparency International définit la corruption comme étant l'abus du pouvoir public ou privé pour satisfaire des intérêts particuliers, alors que la définition de la Banque mondiale place le secteur public au centre du phénomène. Ces définitions portent leur attention sur la corruption dans le secteur public, entre un fonctionnaire et un particulier. Mais la corruption concerne aussi des transactions entre particuliers, comme le montre la définition de la Direction du développement et de la

---

coopération (DDC) de la Suisse : "est corrompu le comportement de personnes investies de tâches publiques ou privées qui manquent à leurs devoirs dans le but d'en retirer des avantages injustifiés de nature quelconque".

Étant donné les difficultés à s'entendre sur une définition commune, une activité considérée comme de la corruption dans un pays donné, ne la sera pas dans d'autres. L'opinion publique varie en effet selon le pays sur certaines pratiques qui peuvent être qualifiées comme étant de la corruption, mais qui ne constituent pas nécessairement des infractions au regard du droit pénal national.

Il est douteux que l'on réussisse à formuler une définition de la corruption qui ne se prête pas à la critique. Toutefois, les différentes définitions de la corruption devront s'harmoniser, il semblerait que diverses instances internationales aient préféré se concentrer sur la définition de "paiement illégal" comme acte de corruption.

Pour mieux comprendre ce fléau qui est qualifié par la Banque mondiale comme étant un cancer et qui figure en tant qu'obstacle à la lutte contre la pauvreté. Plusieurs travaux de recherche empirique ont été menés sur les causes et les conséquences de la corruption.

---

## **II. Les causes de la corruption**

Les recherches théoriques sur le sujet des causes de la corruption faite dans les années 70 par Krueger (1974) et Rose-Ackerman (1978) et au début des années 90 par Shleifer et Vishny (1993) et Mauro (1996, 1997) ont permis de mieux connaître ce problème.

La corruption est un phénomène complexe et un problème grave et nocif aux perspectives de croissance d'un pays. Par conséquent, il est impératif de déterminer les causes de la corruption pour permettre le développement des politiques et des initiatives contre ce fléau. Les causes de la corruption peuvent être classées en quatre catégories: institutionnelle, économique, politique et sociale (Tanzi, 1998; Mauro, 1996 ; Gray et Kaufmann, 1998; Banque mondiale, 2002).

### **II.1. Causes institutionnelles**

La corruption prospère quand :

- l'État a une grande autorité, ainsi qu'un pouvoir monopolistique et discrétionnaire.
- les décisions du gouvernement ont une faible application.
- la transparence des activités du gouvernement est quasi inexistante
- les lois ne sont pas appliquées efficacement

Les restrictions et les interventions de l'État aboutissent à la création de rentes, ce qui risque fort de multiplier les occasions de corruption. Ces

---

occasions sont créées par les différentes interventions du gouvernement dans l'économie, par les restrictions commerciales (tel que les droits de douane et les contingents à l'importation), les contrôles des prix, les taux de change multiples et les politiques industrielles discrétionnaires (subventions). La vente et l'extraction des ressources naturelles, tel que le pétrole, peuvent aussi être occasion pour corrompre les fonctionnaires chargés d'octroyer les permis.

L'absence de transparence crée une base solide pour la corruption. Quand le gouvernement prend des décisions dans le secret, ceci permet d'augmenter les opportunités de la corruption. L'accès des citoyens à l'information concernant l'activité du gouvernement permet au contraire de créer un environnement dans lequel il est difficile pour un fonctionnaire de cacher des transactions illégales.

L'inefficacité de l'appareil judiciaire dans l'application et le respect de la loi dans un pays ouvre la porte à la corruption. Sans l'application rigoureuse des codes criminels et administratifs, les fonctionnaires croient qu'ils peuvent détourner les lois sans pour autant être poursuivis.

De manière générale, la corruption prospère quand les institutions étatiques sont faibles et quand le pouvoir judiciaire et la société civile, notamment la presse et les organisations non gouvernementales, sont marginalisées.

---

## **II.2. Causes économiques**

La corruption est souvent décrite comme étant un crime économique. Les pratiques de corruption sont plus dans des économies à faible niveau de croissances. Afin de continuer sur cette marche difficile, les entreprises vont employer des méthodes interdites, ce qui permet aux fonctionnaires de tirer profit de ces inquiétudes. Aussi, les salaires dans le secteur public qui sont plus faible que celui dans le secteur privé, sont également blâmés comme stimulant de la corruption. Il est à prévoir que des fonctionnaires très mal payés devront souvent avoir recours à des pots-de-vin pour nourrir leur famille.

Des études ont montré qu'un niveau de concurrence faible dans une économie contribue à augmenter le niveau de la corruption. La concurrence permet les baisses des prix offerts sur le marché et par conséquent, les profits des entreprises privées diminuent ce qui a pour effet de baisser les occasions aux fonctionnaires et aux politiciens de pratiquer la corruption. Mais par contre, si la concurrence est limitée, les profits augmentent et les fonctionnaires auront l'opportunité de demander des pots-de-vin. Henderson (1999), suggère que le niveau de la corruption et les différents indicateurs d'une économie de marché sont négativement corrélés. Ades et Di Tella (1999) ont utilisé le degré d'ouverture d'une économie comme indicateur de la concurrence. Le résultat montre qu'il y a une relation négative entre le degré d'ouverture et le niveau de corruption. Ce résultat a été confirmé également par Gerring et Thacker (2005).

---

### **II.3. Causes politiques**

La corruption peut résulter de la manière dont s'exerce le pouvoir politique. Le financement des partis politiques et les campagnes électorales peuvent favoriser la corruption. La corruption peut être utilisée pour récompenser les supporteurs, acheter des adversaires et assurer l'appui des principaux groupes d'électeurs.

Les institutions politiques sont particulièrement susceptibles à la corruption. La plupart des pays industriels ont une base de valeurs démocratiques, de processus transparents établis, de médias actifs et indépendants. Ces traditions limitent la corruption, alors que dans les pays en voie de développement, les institutions gouvernementales sont plus faibles, la société civile est moins engagée et les processus politiques sont moins transparents.

### **II.4. Causes sociales**

Des attitudes et des pratiques sociales, peuvent favoriser et soutenir la corruption, quand les individus sont motivés par des allégeances personnelles, de clan ou de tribu, plutôt que par la règle de loi. Dans de telles circonstances, l'avantage personnel est plus important que l'intérêt général de la société. Dans beaucoup des sociétés qui ont vécu avec la corruption, les individus développent à long terme une tolérance qui permet à de telles pratiques de perdurer sans difficultés.

---



Néanmoins, pour mieux comprendre les causes de la corruption il ne faut pas négliger l'aspect historiques, sociales, politiques et économique de chaque société. Par exemple, dans les économies en transition de l'Europe de l'Est et l'ancienne Union soviétique, la corruption est un héritage du régime communiste. Alors qu'en Afrique, l'histoire du colonialisme et les structures politiques corrompues sont les éléments critiques dans l'évolution de la corruption. En Asie du sud, c'est la forte autorité de l'État qui semble responsable.

Si les causes de la corruption sont nombreuses et différentes d'un pays à un autre, leurs effets néfastes sur les économies semblent comparables.

### **III. Les conséquences de la corruption**

Nombreux sont ceux qui croient encore que la corruption peut aider à graisser les rouages d'une économie fragile et surélementée. Leur argument est que, si on laisse des fonctionnaires obtenir des pots-de-vin, ils travailleront peut-être plus fort, la corruption pourrait aussi aider les entrepreneurs à contourner les obstacles bureaucratiques. Mais les faits rejettent cette théorie. D'après la théorie économique, la corruption contribue à réduire la croissance, du fait qu'elle diminue les incitations à l'investissement, étant donné que les entrepreneurs locaux et étrangers sont obligés à verser des pots-de-vin avant de pouvoir entreprendre leurs activités sur le marché et installer leur entreprise. Dans ce cas, la corruption engendre un coût supplémentaire et joue le rôle d'une taxe. Selon Mauro (1996), le canal le plus important par lequel la corruption réduit la croissance économique est la diminution

---

de l'investissement privé, ceci représentant au moins un tiers des effets négatifs globaux de la corruption. Les deux tiers restants des effets négatifs globaux de la corruption sur la croissance économique doivent être identifiés par d'autres canaux.

La corruption augmente les coûts des entreprises et désavantage plus particulièrement les plus petites d'entre elles. Elle ralentit surtout le développement économique et social, ce qui cause des dommages importants. La corruption accroît d'au moins 20 à 25% le coût des prix annoncés dans les contrats de marchés publics. A la suite du scandale qui a éclaté à Milan il y a quelques années, et qui a débouché sur de nombreuses mises en examen pour corruption et suite au renforcement de la surveillance des pratiques suivies dans la passation des marchés publics, le coût unitaire des grands projets de construction a diminué de plus de moitié, selon un document de travail du Fond monétaire international publié par Tanzi et Davoodi (1997).

La corruption favorise les investissements improductifs, réduit la croissance en abaissant la qualité des infrastructures et des services publics, diminuent les recettes fiscales, accroît le coût des biens et services et conduit à un déclin de la qualité de tout service et de toute production sous contrôle de l'État, amenant les individus à se livrer à la recherche de rentes plutôt qu'à des activités productives et en déformant la disposition des dépenses publiques. Des politiciens corrompus risquent fort d'affecter davantage de ressources publiques à une activité qui se prête mieux aux exactions les plus lucratives et les plus secrètes. Ceci va engendrer de, mauvais choix, encourage la compétition au niveau des pratiques de corruption plutôt qu'une concurrence en termes de qualité et de coût.

---

Des études empiriques indiquent que la corruption nuit beaucoup à l'investissement privé et à la croissance économique. Une analyse de régression montre qu'un pays qui réduit la corruption et passe de 6 à 8 selon l'Indice de perception de la corruption, qui va de 0 à 10, (10 étant la cote d'absence de corruption) voit augmenter de 4 points de pourcentage son taux d'investissement et de 0,5 pour cent de la croissance annuelle de son PIB par habitant (Mauro, 1996).

La corruption change la disposition des dépenses publiques, les gouvernements corrompus dépensent moins sur l'éducation et la santé, l'analyse empirique prouve qu'un pays qui améliore sa position sur l'indice de perception de la corruption de 6 à 8 élèvera sa dépense sur l'éducation de 0,5 pour cent de PIB (Mauro, 1998), ce qui représente une variation considérable. Ce résultat est un sujet de préoccupation, parce qu'il est de plus en plus prouvé que la réussite scolaire favorise la croissance économique.

Si la corruption coûte si cher, pourquoi ne fait-on rien pour l'enrayer ? Certaines personnes rationalisent l'inaction en faisant valoir l'argument selon lequel la corruption a toujours existé et qu'il faut l'incorporer aux frais professionnels. D'autres vous diront que la corruption n'est pas vraiment un « problème » puisqu'elle produit des avantages économiques et permet de contourner l'inefficacité de la bureaucratie. Mais la raison la plus probable de l'inaction face à la corruption tient à l'opposition de ceux qui en profitent le plus, associée au fait que la société civile ne se rend pas compte qu'il est possible d'éliminer

---

complètement la corruption ou tout au moins d'en réduire considérablement le coût.

Il ne faut pas oublier que la corruption de fonctionnaires étrangers n'est pas contraire à la loi dans de nombreux pays. Jusqu'à une date très récente, les États-Unis étaient en fait le seul pays dont la législation interdisait clairement le trafic d'influence à l'étranger et qui réprimait durement toute infraction.

Abordant la question sous plusieurs angles, diverses organisations sont en train d'harmoniser une campagne visant à sensibiliser l'opinion publique et à mobiliser les citoyens, à élargir le recours à des pratiques rationnelles lors de la passation des marchés et à pénaliser ceux qui enfreindraient les normes établies, puisque, la corruption, si elle n'est pas contenue, se met à croître de manière exponentielle.

#### **IV. Politique de lutte contre la corruption des différentes institutions internationales**

La corruption semble connaître une croissance fulgurante. En une année, deux présidents en exercice Alberto Fujimori au Pérou (septembre, 2000) et Joseph-Estrada aux Philippines (Janvier, 2001) ont été forcés à la démission. Les deux cas étaient liés à la corruption. En conséquence, le phénomène qui relevait jusqu'ici de la politique intérieure des États est devenu une préoccupation des institutions internationales.

---

Il existe des initiatives internationales de lutte contre la corruption dans de nombreuses instances internationales dont les Nations unies, Banque mondiale, les Fonds monétaire international, l'Organisation de coopération et de développement économiques, l'Organisation des États américains, l'Organisation mondiale du commerce et autres, Il y a aussi les initiatives des organisations non gouvernementales et en premier lieu la contribution majeure de Transparency International.

Ces différents acteurs ont intensifié leur travail dans la lutte contre la corruption et ont favorisé une campagne contre la corruption et pour des économies plus transparentes par l'échange d'informations, l'élaboration de recommandations internationales et le développement du droit international. Le tableau I présente les politiques de lutte contre la corruption des différentes institutions internationales.

---

Tableau I : les politiques de lutte contre la corruption des différentes institutions internationales

Institutions	Dates	Décisions	États membres
Nations unies	-adoptée le 31 octobre 2003. -entre en vigueur le 14 décembre 2005.	-aides les États membres à combattre la corruption. -promouvoir la transparence dans la gestion des finances publiques.	-signée par 118 États. -30 <sup>ème</sup> ratification par l'Équateur le 15 septembre 2005.
OCDE	-adoptée le 21 novembre 1997. -entre en vigueur le 15 février 1999.	Incriminer la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales.	30 membres de l'OCDE ainsi que 6 autres pays ont ratifiée la convention.
Organisation des États américains	-adoptée le 29 Mars 1996. -entre en vigueur le 6 Mars 1997.	-renforce le développement des mécanismes pour prévenir, dépister, et éliminer la corruption. -sanctionner le versement de pots-de-vin a des agents publics étranger.	ratifié par 33 États.
Union africaine	adoptée le 12 juillet 2003	Convention sur la prévention et la lutte contre la corruption.	signée par 32 pays africaines.
Banque mondiale		-fournir une assistance aux pays qui demandent de l'aide a maîtrises la corruption. -empêche la fraude et la corruption dans les projets finances par la Banque mondiale.	
Fonds monétaire international		-introduit la lutte contre la corruption parmi les critères examiner lors de l'octroi des prêts. -apporter a ses membres une aide financier pour lutte contre la corruption.	

## CHAPITRE II : REVUE DE LA LITTÉRATURE

La majorité des travaux, ont mis l'accent sur le lien entre la corruption et la croissance économique à travers son impact sur l'investissement. La corruption nuit considérablement à la croissance. Le tableau II présente un résumé de revue de la littérature.

Tableau II : Revue de la littérature

Auteurs	Date	Échantillon	Période	Résultats
Mauro, Paelo	1996	94	1960-1985	la corruption a un impact négatif sur les investissements.
Wei, Shang-Jin	1997	45	1990-1991	la corruption est corrélée négativement avec l'investissement direct étranger (IDE).
Wei, Shang-Jin	1997	58	1991	l'imprévisibilité de la corruption a un impact négatif sur les IDE, elle se comporte comme un impôt imprévisible et aléatoire.
Ades et Di Tell	1997	32	1989-1992	le niveau de la corruption est plus élevé dans les pays qui adoptent une politique industrielle active.
Tanzi et Davoodi	1997	1042	1980-1995	les pays dont le niveau de la corruption est élevé, la part de la collecte de la recette fiscale ramenée au PIB tend à être inférieure.
		927	1980-1998	un niveau de corruption assez élevée est associé à une baisse des dépenses dans l'opération d'entretien.
		322	1980-1995	la corruption est susceptible d'augmenter l'investissement public mais réduit sa productivité.

Tableau II (suite)

Auteurs	Date	Échantillon	Période	Résultats
Gupta, Davoodi et Alonso-terme	1998	38	1980-1997	les politiques anti-corruption permettent de réduire l'inégalité des revenus.
		42	1980-1997	une relation positive entre le niveau de corruption et la pauvreté
Mauro, Paelo	1998	85	1985	plus les pays sont corrompus moins ils dépense pour l'éducation et la santé.
Gupta, Mella et Sharon	2000	79	1985-1998	la corruption est associée avec une part assez élevée de la dépense dans le domaine militaire dans le PIB et dans la dépense totale de l'État.
Gupta, Davoodi et Tiongson	2000	117	1985-1997	un niveau élevé de la corruption a des conséquences négatives sur le taux de mortalité infantile
		88	1985-1997	les taux de d'abandon scolaire sont cinq fois plus élevé dans le pays avec un niveau de la corruption élevé.
Tanzi et Davoodi	2000	86	1980-1997	les pays qui ont adopté la TVA tendent à avoir un niveau plus bas de corruption et une productivité plus élevée.
Seka, P.R	2005	34	1995-1996	la corruption agit négativement sur l'accumulation de capital humain.



- Dans plusieurs articles, Paolo Mauro a prouvé que la corruption peut avoir un impact négatif significatif sur le ratio de l'investissement total par rapport au PIB (Mauro 1996). Régressant le ratio d'investissement par rapport à l'indice de la corruption, au PIB par tête en 1960, à l'éducation secondaire en 1960, et à la croissance de population, il a prouvé qu'une réduction de la corruption pourrait de manière significative augmenter le rapport d'investissement par rapport au PIB. D'autre part, une baisse dans le rapport d'investissement par rapport au PIB à cause de la corruption a un effet important sur la croissance. Mauro a estimé qu'une réduction de la corruption équivalente à deux points dans l'indice de corruption, par exemple, si un pays comme l'Égypte améliorait son efficacité administrative et réduisait son niveau de corruption pour le ramener à celui de l'Argentine, obtenant ainsi une note de 6/10 au lieu de 4/10, son ratio de l'investissement et de PIB augmenterait de 4 pour cent et la croissance annuelle de son PIB par tête de 0.5 pour cent. Ainsi, la corruption est susceptible d'affecter la qualité de l'investissement.
  - Pour Shleifer et Vishny (1993), la corruption peut endommager le développement économique. La raison est la faiblesse du gouvernement qui permet à de diverses agences gouvernementales et bureaucraties d'imposer des pots-de-vin. Par exemple, pour investir dans une compagnie russe, un étranger doit soudoyer chaque agence responsable de l'investissement étranger, y compris le bureau d'investissement étranger, le ministère industriel compétent, le ministère des finances, la branche exécutive du gouvernement local, la branche législative, la banque centrale, le bureau de propriété d'État, et ainsi de suite. Le résultat est que les
-

étrangers investissent peu en Russie. Les auteurs considèrent ainsi que la concurrence économique et politique peut réduire le niveau de la corruption et ses effets nuisibles.

- Corruption et investissement direct étranger. Dans une étude qui se concentre sur l'investissement direct étranger, Shang Jin Wei (1997a) a prouvé qu'une augmentation d'un pour cent du taux d'imposition sur l'investissement étranger réduit ces investissements par environ 3.3 pour cent, et une augmentation de l'indice de la perception de la corruption d'un seul point réduit l'apport des investissements direct étranger d'environ 11 pour cent. Ainsi, une baisse de l'indice de corruption par exemple du niveau de Singapour (10/10) ramené au niveau de celui du Mexique (3,25/10), réduirait les investissements directs étrangers presque autant qu'une augmentation de 24% du taux d'imposition fiscale.
  - Dans un autre article, Wei (1997b) a également prouvé que l'imprévisibilité de la corruption est un autre impact négatif sur les investissements directs étrangers. Un niveau plus élevé de la corruption se comporte comme un impôt imprévisible et aléatoire. Wei a conclu que l'effet de l'incertitude sur les investissements direct étranger est négatif. Une augmentation de l'incertitude du niveau de Singapour à celui du Mexique est équivalente à augmenter le taux d'imposition fiscal sur les sociétés multinationales de 32%.
  - Corruption et investissement public. Tanzi et Davoodi (1997) ont avancé le fait que la corruption est susceptible d'augmenter
-

l'investissement public parce que ce dernier peut être facilement manœuvré par des personnalités politiques ou des bureaucratiques, ce qui provoque souvent le paiement en sus de "commissions" par ceux qui implantent le projet. La corruption peut réduire la croissance en augmentant l'investissement public tout en réduisant sa productivité.

- Dépenses dans les opérations d'entretien et corruption. Tanzi et Davoodi (1997) ont prouvé qu'avec un niveau de corruption assez élevée est associé à une baisse des dépenses dans l'opération d'entretien et de faible niveau d'infrastructure. L'impact de la corruption est le plus fort sur la qualité des routes et des services ferroviaires. La plupart des résultats restent les même quand le PIB réel par tête est ajouté à l'équation comme variable indépendante. Ainsi, les coûts de corruption devraient également être mesurés en termes de détérioration de la qualité de l'infrastructure existante. Ces coûts peuvent être très élevés en terme de leur impact sur la croissance.
  - Ades et Di Tella (1997) ont estimé l'impact des politiques industrielles. Ils ont trouvé que le niveau de la corruption est plus élevé dans les pays qui adoptent une politique industrielle active. La corruption diminue l'investissement total, affecte sa composition, et réduit la qualité de l'infrastructure d'un pays. L'impact combiné de ces effets a un impact négatif sur la croissance économique.
  - Corruption et composition des dépenses publiques : La corruption peut avoir des effets sur la structure des dépenses publiques, qui
-

peut être importante pour la croissance. La recherche de Mauro (1998), a prouvé que plus les pays sont corrompus, moins ils dépensent pour l'éducation et la santé. Puisqu'on suppose généralement que ces catégories des dépenses favorisent la croissance, la corruption à cet égard peut également avoir un effet négatif sur la croissance économique. Ce résultat a été confirmé par l'étude de Gupta, Davoodi, et Alonso-Terme, (1998), avec différents indices de perception de la corruption. Ces auteurs ont aussi conclu que les politiques anti-corruption permettent de réduire l'inégalité des revenu et la pauvreté.

- Tanzi et Davoodi (1997) ont montré que dans les pays dont le niveau de la corruption est élevé, la part de la collecte de la recette fiscale ramenée au PIB tend à être inférieure parce qu'une partie de la recette fiscale est détournée dans les poches des fonctionnaires du fisc. Ainsi, le fardeau de l'imposition sur les contribuables n'est pas réduit. Un niveau excessivement élevé d'imposition fiscale peut mener à un niveau des dépenses publiques non optimales et peut être, à des déficits fiscaux plus élevés.
  - Gupta, Davoodi, et Tiongson (2000) montrent qu'un niveau élevé de corruption a des conséquences négatives sur le taux de mortalité infantile et le taux d'abandon à l'école primaire. Les taux de mortalité infantile dans les pays avec un niveau de corruption élevé sont environ un tiers plus élevés que dans les pays avec un niveau faible de corruption, et les taux d'abandon scolaire sont cinq fois plus élevés.
-

- Tanzi et Davoodi (2000), ont prouvé qu'il y a une relation positive et significative entre les activités improductives et la corruption, cette mauvaise allocation ayant des effets négatifs directs et indirects sur la croissance d'environ 0,4 %. L'étude montre également que la corruption affecte la structure des impôts. Le niveau de corruption élevé dans les pays en voie de développement peut être en partie expliquée par la part prédominante des impôts indirects dans les recettes fiscales totales. Les pays qui ont adopté la TVA tendent à avoir un niveau plus bas de corruption et une productivité plus élevée.
  - Des enquêtes effectuées en 1998 et 1999 par la Banque mondiale dans des économies européennes en transition engagées dans des réformes administratives ont montré qu'en Albanie, Géorgie et Lettonie, la faiblesse du système judiciaire est l'une des principales causes de la corruption. Les parts des montants de la corruption dans les recettes des entreprises en Albanie et en Lettonie sont à peu près de 7 pour cent, et 15 pour cent en Géorgie. Environ 14 pour cent des ménages géorgiens admettent payer des pots-de-vin, 11 pour cent en Lettonie.
  - Gupta, Mello et Sharan (2000), ont montré que la corruption est associée à une part assez élevée de la dépense dans le domaine militaire dans le PIB et dans la dépense totale du gouvernement, étant donné que les dépenses militaires sont l'affaire de l'État et que ses contrats sont des secrets militaires. Ils proposent qu'une politique de lutte contre la corruption plus transparente, permette d'avoir une productivité plus élevée de la dépense de l'État.
-

- Seka (2005), évalue l'effet de la corruption sur la croissance et l'accumulation du capital humain, il prouve que la corruption agit négativement sur l'accumulation du capital humain et qu'elle constitue en cela un frein à la croissance économique.

## **CHAPITRE III : MODÈLE EMPIRIQUE**

L'objectif de notre analyse est de déterminer les relations entre le niveau de la corruption et différents indicateurs macroéconomiques. Nous estimons un modèle simple de corruption sur des données transversales (année 2003) de 110 pays.

### **I. Description des données**

#### **I.1. L'Indice de la perception de la corruption (IPC)**

Il est difficile d'évaluer les niveaux de corruption dans différents pays en se fondant sur des données empiriques, tel que le nombre de poursuites judiciaires. De telles données ne reflètent pas les niveaux réels de la corruption, mais plutôt la capacité de l'appareil judiciaire et des médias à divulguer la corruption. Dans un domaine où il n'existe pas de données objectives, la seule méthode pour rassembler des données est de se baser sur l'expérience et les perceptions de ceux qui sont le plus directement confrontés aux réalités de la corruption dans un pays. C'est la raison pour laquelle de nombreux économistes utilisent l'IPC pour étudier les causes et les conséquences de la corruption.

Dans notre modèle, nous allons représenter la corruption par l'indice de la perception de la corruption (IPC), construit et publié par Transparency International. En effet, chaque année, depuis 1995,

---

Transparency International publie une liste qui indique pour chaque pays dans quelle mesure la corruption est perçue par les milieux d'affaires, la population et la communauté internationale.

Nous avons choisi cet indice à cause de sa capacité à cerner tous les aspects de la corruption. En effet, il découle de plusieurs études différentes qui exigent à la fois la perception des habitants et des expatriés du pays, des hommes d'affaires, des universitaires et des analystes des risques. L'IPC synthétise les perceptions de personnes bien informées sur l'ampleur de la corruption.

L'IPC classe les pays en fonction du degré de corruption perçu dans les administrations publiques et la classe politique. Il va de 10 (intégrité élevée) à 0 (très corrompu). C'est un indice composite faisant appel à des données sur la corruption tirées des enquêtes d'experts réalisés par divers organismes. TI entend s'assurer que les sources utilisées sont de la plus haute qualité et que les enquêtes sont effectuées en toute honnêteté. Pour être retenues, les données doivent être bien documentées et suffisantes pour permettre de juger de leur fiabilité.

L'IPC 2005 se fonde sur 16 enquêtes et sondages différents réalisés par 10 organismes indépendants. Parmi les organismes qui ont soumis les données pour l'IPC 2005 sont : le Forum économique mondial, l'International Institute for Management Development (Lausanne), l'Economist Intelligence Unit, le Centre de recherche sur les marchés mondiaux (Londres), Freedom House's Nations in Transit, l'Enquête sur l'environnement et les performances des entreprises réalisées par la Banque européenne pour la construction et la développement (BERD)

---



et la Banque mondiale, la Columbia University, la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique et le World Markets Research Centre. Pour être intégrée dans l'indice, une source doit mesurer le niveau général de la corruption et fournir un classement de pays, pour être inclus dans l'IPC, un pays doit apparaître dans au moins trois enquêtes. Il en résulte qu'un certain nombre de pays ne sont pas compris dans l'IPC en raison du manque de données disponibles.

La fiabilité de l'IPC réside dans la combinaison de multiples données, ce qui augmente sa crédibilité et réduit le risque de représenter de manière inexacte le niveau de corruption d'un pays. La forte corrélation des données utilisées pour la construction de l'IPC est garant de sa fiabilité.

## **I.2. Indicateurs macroéconomiques du modèle**

### ***I.2.a Revenu national brut par habitant (RNBPH)***

Cet indicateur, auparavant appelé produit national brut (PNB) par habitant, mesure la production totale de biens et de services affectés à la consommation qui sont produits ou fournis par les résidents et les non-résidents. Il s'agit d'un indicateur de la productivité économique d'un pays et du bien-être de ses habitants. L'incorporation de cette variable dans notre modèle a pour but de déterminer l'effet de la corruption sur le niveau de bien-être de la population. On s'attend à ce qu'il y ait une relation négative entre le niveau de la corruption et le

---

RNBPH. Ceci conforme le résultat de Ales et Di Tella (1997) qui ont prouvé que si le classement d'un pays s'améliorait de deux points par rapport à un indice de perception de la corruption, le revenu par habitant augmentant de 4 400 dollars.

Dans notre modèle on va prendre en considération la différence du pouvoir d'achat des monnaies en incluant les ajustements des parités de pouvoir d'achat de RNB. Les données de l'année 2003, sont empruntées à la Banque mondiale (World Development Indicator, 2005).

### ***1.2.b L'Infrastructure (INF)***

L'investissement dans des projets d'infrastructures dans les pays en développement est essentiel pour la réduction de la pauvreté et la réalisation des Objectifs de développement du millénaire. Selon l'estimation de l'OCDE (2000), les pays en développement auraient besoin de 300 milliards de dollars d'investissements annuels dans l'infrastructure. Pour que les investissements futurs dans les pays en développement soient efficaces, il est essentiel de garantir que les projets d'infrastructure ne seront pas entachés de corruption et qu'ils reposeront sur des principes de responsabilité et de transparence. On s'attend à ce qu'il y ait une relation négative entre le niveau de la corruption et l'infrastructure. Ce qui réaffirment le résultat de Tanzi et Davoodi (1997) qui ont démontré qu'avec un niveau de corruption assez élevé est associé à une baisse des dépenses dans l'opération d'entretien. Dans notre modèle, le niveau d'infrastructure est mesuré par la longueur de route pavée par habitant. Les données de 2003, sont

---

empruntées à la Banque mondiale (World Development Indicator, 2005).

***I.2.c Indicateurs d'éducation : pondération de deux taux bruts de scolarisation, secondaire et tertiaire (TBSST).***

Les taux bruts de scolarisation indiquent le nombre d'étudiants inscrits à un niveau donné du système d'éducation pour 100 individus qui appartiennent au groupe d'âge correspondant à ce niveau. Ces taux bruts ne sont pas corrigés pour tenir compte des individus qui ont dépassé l'âge correspondant au niveau en raison d'une scolarité tardive ou interrompue ou d'un redoublement de classe. On s'attend à ce qu'il y ait une relation négative entre le niveau de la corruption et l'indicateur de l'éducation. Ce qui confirme le résultat établi par Mauro (1998) qui a montré que plus les pays sont corrompus, moins ils dépensent à l'éducation. Les données sont empruntées à l'Institut de statistique de l'UNESCO. Notre indicateur d'éducation est la somme pondérée du taux brut de scolarisation secondaire (2/3) et le taux brut de scolarisation tertiaire (1/3).

***I.2.d Degré d'ouverture de l'économie (DOE)***

L'ouverture au commerce extérieur stimule la croissance. Le commerce permet à un pays de se spécialiser dans les activités productives dans lesquelles il est relativement plus performant que d'autres. L'échange international élargit le marché qui s'offre aux producteurs locaux, leur

---

permettant de mieux profiter des économies d'échelle, ce qui augmente les revenus et l'efficacité de la répartition des ressources. Le commerce permet d'augmenter le taux d'investissement et d'améliorer les incitations au développement et à la diffusion de la technologie ce qui a pour effet de stimuler la croissance à long terme. L'ouverture influence la qualité des institutions et permet une plus grande efficacité.

Le degré d'ouverture est mesuré par le rapport de la demi somme des exportations et des importations au PIB :  $[(\text{Exportations} + \text{Importations})/2] / \text{PIB}$ .

On s'attend à ce qu'il y ait une relation négative entre le niveau de la corruption et le degré d'ouverture de l'économie. Ce qui confirmant le résultat établi par Ades et Di Tell (1995) qui ont utilisé le rapport des importations et du PIB de 55 pays comme indicateur d'ouverture économique et qui ont trouvé une relation négative entre le degré d'ouverture et le niveau de la corruption. Les données sur les importations et les exportations pour l'année 2003, sont empruntées à l'Organisation mondiale du commerce et les données de PIB empruntés à la Banque mondiale (World Development Indicator, 2005).

### ***1.2.e Part des dépenses publiques dans le PIB (Ggdp)***

Les restrictions et les interventions de l'État aboutissent à la création de rentes, ce qui risque fort de multiplier les occasions de corruption. La théorie suggère que le niveau de la corruption dépend de la taille de

---

l'État dans une économie. Cependant, les résultats des études empiriques portant sur l'impact de la taille de la bureaucratie sur la corruption sont ambigus. Husted (1999) a utilisé la part de la consommation de l'État dans le PIB et conclue qu'il n'y a aucun rapport entre la taille du gouvernement et le niveau de la corruption. Alors que, Meier et Holbrook (1992) affirment que le rapport est positif entre le secteur public et la corruption. Ce résultat a été confirmé par LaPalombara (1994), et par Ades et Di Tella (1997, 1995) qui ont montré que la relation entre diverses mesures d'intervention du gouvernement et le niveau de la corruption est positive et significative. Les données des dépenses publiques des différents pays sont fournies par la Banque mondiale (World Development Indicator, 2005).

#### ***1.2.f Rapport de l'investissement direct étranger et de PIB (IDEgdp)***

L'investissement direct étranger est considéré comme un important moteur de la croissance économique. En effet, ces investissements permettent de mieux profiter des avantages des pays, d'intensifier les pressions concurrentielles sur les marchés et de stimuler le transfert des technologies et des innovations. On prévoit une relation négative entre le niveau de la corruption et le rapport de l'investissement direct étranger et de PIB. Ce qui confirmant le résultat établi par Shang Jin Wei (1997a) qui a prouvé qu'une augmentation d'un seul point de l'indice de la perception de la corruption réduit l'apport des investissements direct étranger par environ 11 pour cent. Les données des rapports de l'investissement direct étranger et de PIB des différents

---

pays pour l'année 2003, sont fournies par la Banque mondiale (World Development Indicator, 2005).

## II. Équation du modèle

L'analyse empirique de la corruption avec des données transversales des pays est rendue possible étant donné que l'indice de perceptions des dernières années comprend la plupart des pays du monde, L'indice de perception de Transparency International de l'année 2005, port sur 159 pays.

Pour déterminer les relations entre le niveau de la corruption et les différents indicateurs macroéconomiques, RNBPH, INF, TBSST, DOE, Ggdp et IDEgdp. Nous avons débuté l'estimation de l'équation du modèle par les moindres carrés ordinaires (MCO). Le test de White a montré l'existence d'hétéroscédasticité de terme d'erreur. Pour corriger l'hétéroscédasticité, nous avons estimé le modèle avec la correction des écarts-types par la méthode d'Eicker-White. Toutes les Interprétations et les tests s'effectuent avec les nouveaux écarts-types.

L'équation à estimer est la suivante :

$$\begin{aligned} \text{IPC} = & \beta_0 + \beta_1 \text{RNBPH} + \beta_2 \text{INF} + \beta_3 \text{TBSST} + \beta_4 \text{DOE} + \beta_5 \text{Ggdp} \\ & + \beta_6 \text{IDEGdp} + \varepsilon \end{aligned}$$


---

Avec : IPC, L'Indice de la perception de la corruption, Transparency International ; RNBPH, revenu national brut par habitant ; INF, l'infrastructure, mesurée par la longueur de route pavée par habitant ; TBSST, pondération de deux taux bruts de scolarisation, secondaire (2/3) et tertiaire (1/3) ; DOE, degré d'ouverture de l'économie ; Ggdp, part des dépenses publiques dans le PIB ; IDEgdp, ratio de l'investissement direct étranger et de PIB ; et  $\varepsilon$ , terme d'erreur du modèle.

### III. Résultats empiriques

Les résultats de la régression sont présentés dans le tableau III.

- Le coefficient de la part de la dépense de l'état dans le PNB est statistiquement significatif (à 1 % de niveau de confiance), mais de signe non attendu. On s'attend à ce qu'une augmentation des dépenses de l'État va avoir comme effet d'augmenter sa taille dans l'activité économique, ce qui aura pour effet d'augmenter les occasions des fonctionnaires de pratiquer la corruption, mais d'un autre côté, on peut penser qu'une dépense plus élevée de l'État peut avoir comme effet de renforcer la qualité de ses institutions en matière de lutte anti-corruption ce qui rejoint le résultat de Treisman (2000) qui montre que l'intervention de l'État a un effet positif pour la lutte contre la corruption.
  - Les résultats montrent qu'il y a une relation statistiquement significative (à 1% de niveau de confiance) et positive entre le degré
-

d'ouverture économique et le niveau de la corruption. Ce qui peut être expliqué par l'augmentation du niveau de concurrence dans l'économie. Ce qui confirme le résultat établi par Ades et Di Tella (1995).

- Le coefficient de revenu national brut par habitant est statistiquement significatif (à 1% de niveau de confiance) et de signe attendu, ce qui implique qu'une augmentation du niveau de vie permet de faire baisser le niveau de la corruption. Mais, le coefficient est très faible ( $\beta_1 = 0,0002$ ), ce qui nous permet de constater que la corruption est un fléau qui peut toucher tous les pays, les pays riches comme les pays pauvres. La richesse n'est pas une condition préalable pour lutter contre la corruption. L'étude réalisée par Graf Lambsdorff, (rapport 2005, Transparency International), montre que la perception de la corruption a chuté significativement, lors de la dernière décennie, dans des pays à faibles revenus tels que l'Estonie, la Colombie et la Bulgarie.
  - Le coefficient du rapport de l'investissement direct étranger et de PNB est statistiquement significatif (à 5% de niveau de confiance) mais de signe négatif, non attendu. étant donné que la corruption peut jouer le rôle d'une taxe supplémentaire pour les entrepreneurs étrangers, comme la montre Wei (1997), dans son étude sur l'effet de la corruption sur l'investissement direct étranger.
  - Le coefficient de l'indicateur du niveau d'infrastructure est statistiquement non significatif mais de signe attendu. Un niveau plus élevé de la corruption a pour effet de diminuer les dépenses de
-



l'État pour la construction de nouvelles routes et d'entretenir les anciennes infrastructures.

- Le coefficient de l'indicateur de niveau de l'éducation (pondération de deux taux bruts de scolarisation, secondaire et tertiaire) est statistiquement non significatif, ce qui nous permet de constater que le niveau d'éducation dans les différents pays n'a pas d'effet sur le niveau de la corruption. Ceci contredit le résultat établi par Mauro (1998), dans lequel il a utilisé un indicateur de moyen, (la part de la dépense du gouvernement dans le secteur de l'éducation) donc moins satisfaisant et qui a trouvé que plus les pays sont corrompus, moins ils dépensent pour l'éducation.
-

Tableau III :

Estimation du niveau de la corruption par les MCO avec correction  
pour l'hétéroscédasticité, écarts-types robustes par la méthode  
d'Eicker-White

Variable dépendante, IPC				
Variables	Coefficient	Ecart-type robuste	t-statistique	Probabilité
Ggdp	0,0446*	0,0165	2,69	0,008
DOE	1.0549*	0,4403	2,40	0,018
IDEgdp	-0,0170**	0,0087	-1,96	0,053
RNBPH	0,0002*	0,000014	12,55	0,000
INF	0,0164	0,0117	1,39	0,166
TBSST	0,00004	0,0045	0,01	0,993
constant	1,1495	0,2969	3,87	0,000
R <sup>2</sup>	0,8409			
nombre d'observation	110			

\* significatif a 1%, \*\* significatif a 5%

## CONCLUSION

Les études qui précèdent donnent des résultats différents et parfois contradictoires, l'effet de la corruption sur les investissements directs étrangers n'est pas toujours significatif, de même pour le degré d'ouverture économique, alors que la richesse n'est pas une condition préalable pour lutter contre la corruption. Les résultats des études empiriques de l'impact de la taille de la bureaucratie sur la corruption sont ambigus.

Dans ce rapport de recherche, nous avons essayé d'établir les relations qui peuvent exister entre la corruption et quelques indicateurs macroéconomiques. Selon nos résultats quatre variables sur six sont statistiquement significatives. La corruption est corrélée négativement avec le degré d'ouverture économique, et les dépenses de l'État, alors que le rapport de l'investissement direct étranger et de PIB est corrélé positivement avec la corruption. Par contre les variables niveau d'éducation et infrastructure ne sont pas significatifs.

Deux issues qui méritent une attention particulière. La première, consiste à s'interroger sur la causalité : la corruption serait plutôt l'œuf ou la poule. La seconde, le rôle possible d'autres variables économiques, tel que le ratio du salaire des fonctionnaires et de salaire moyen. Cependant de telles données restent difficiles à obtenir.

---

## Bibliographie

### Articles & rapports

- Ades, A. & Di Tella R. (1999), "Rents, competition, and corruption", The American Economic Review, Vol.89, Issue 4, 982-993.
  - Ades, A. & Di Tella, R. (1995), "Competition and Corruption", Applied Economics Discussion Paper Series, No. 169, Oxford University.
  - Ades, A. & Di Tella, R. (1997), "National champions and corruption: some unpleasant interventionist arithmetic", The Economic Journal, Vol. 107, No. 443, 1023-1042.
  - Azam, J.P, Gauthier, B. & Goyette, J. (2004), "The effect of fiscal policy and corruption control mechanisms on firm growth and social welfare: Theory and evidence", Cahier de recherche No IEA-04-10, ISSN: 0825-8643.
  - Bliss, C. & Di Tella, R. (1997), "Does competition kill corruption", Journal of Political Economy, Vol. 105, No.5, 1001-1023.
  - Gerring, J. & Thacker, S. (2005), "Do neoliberal policies deter political corruption?" International Organization, Vol. 59, No 1.
  - Gray, W. C. & Kaufmann, D. (1998), "Corruption and development", Finance and Development, Mars 1998.
  - Gupta, S, De Mello, L. & Sharan, R. (2000), "Corruption and military spending", IMF, WP, 00-23.
  - Gupta, S, Davoodi, H. & Tiongson, E. (2000), "Corruption and the provision of health care and education services" IMF, WP, 00-116.
-

- Gupta, S, Davoodi, H. & Alonso-Terme, R. (1998), "Does Corruption Affect Income Inequality and Poverty?" IMF, WP, 98-76.
  - Husted, W. B. (1999), "Wealth, culture, and corruption", Journal of International Business Studies, 30, 2, pp. 339-360.
  - Kaufmann, D (1997), "Corruption: The Facts", Foreign Policy, No. 107, pp 114-31.
  - Kaufmann, D, Kraay, A, & Mastruzzi, M. (2005), "Governance Matters IV: Governance Indicators for 1996-2004", The World Bank.
  - Lambsdorff J. G (2005), "Consequences and causes of corruption: What do we know from a cross- section of countries?" Diskussionsbeitrag Nr. V-34-05.
  - LaPalombara, J. (1994), "Structural and Institutional Aspect of Corruption", Social Research, 61, 2, pp. 325-50.
  - Mauro, P. (1995), "Corruption and growth", The Quarterly Journal of Economics, vol. 110, No 3, 681-712.
  - Mauro, P. (1996), "The effects of corruption on growth, investment, and government expenditure: a cross-country analysis", Institute for International Economics, 83-109.
  - Mauro, P. (1997), "Why worry about corruption?", Economic issues No 6, FMI.
  - Mauro, P, (1998), "Corruption and the composition of government expenditure", Journal of Public Economics 69, 263–279.
  - Meier, K. J. & Holbrook, T. M (1992), "I seen my opportunities and I took 'Em: Political, Corruption in the American States", the Journal of Politics, 54, 1, pp. 135-155.
-

- Rijckeghem, C. V & Weder, B. (1997), "Corruption and the rate of temptation: Do low wages in the civil service cause corruption?" IMF, WP, 73.
- Seka, P. R, (2005), "Corruption, croissance et capital humain : Quels rapports", Université de Cocody, UFR-SEG, Abidjan.
- Shleifer, A. & Vishny, R. W. (1993), "Corruption", The Quarterly Journal of Economics, Vol. 108, No. 3, pp. 599-617.
- Tanzi, V. (1998), "Corruption around the world causes, consequences, scope, and cures", IMF Staff papers Vol. 45, No. 4.
- Tanzi, V & Davoodi, H. (1997), "Corruption, public investment, and growth", IMF, WP, 97-139.
- Tanzi, V. & Davoodi, H. (2000), "*Corruption, Growth, and Public Finances*, Washington", IMF, WP, 182.
- Treisman, D. (2000), "The causes of corruption: A cross-national study", Journal of Public Economics, 76, pp. 399-457
- Wei, S-J. (1997), "How taxing is corruption on international investors?" NBER, WP, 6030.
- Wei, S-J. (1997), "Why is corruption so much more taxing than taxes? Arbitrariness kills", NBER, WP, 6255.

#### Livre

- Wooldridge, J. M. (2003), " Introductory econometrics: A modern approach", Thomson, south-western, 2ed.

#### Internet

- Banque mondiale,  
<http://devdata.worldbank.org/wdi2005/Cover.htm>.
- Fonds monétaire international (FMI), <http://www.imf.org>.

- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), <http://www.oecd.org>.
  - Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), <http://portal.unesco.org>
  - Organisation mondiale du commerce (OMC), <http://www.wto.org>.
  - Transparency International, <http://www.transparency.org>.
-

## ANNEXE : données du modèle

Pays	CPI	Ggdp	DOE	IDEgdp	RNBPH	INF	TBSST
Finland	9.7	22	0.35	2.1	27460	15.12	114.666
Denmark	9.5	27	0.434	0.6	31050	13.3	108.333
New Zealand	9.5	18	0.295	3.1	21350	23.09	103.333
Singapore	9.4	12	1.818	12.5	24180	0.73	38
Sweden	9.3	28	0.405	1.1	26710	23.69	120.333
Netherlands	8.9	25	0.673	3.1	28560	7.19	100.666
Australia	8.8	18	0.194	1.3	28780	40.78	127.333
Norway	8.8	23	0.335	0.9	37910	19.97	103.666
Switzerland	8.8	12	0.389	5.5	32220	9.62	81.666
Canada	8.7	19	0.356	0.7	30040	44.58	88
UnitedKingdom	8.7	21	0.268	1.2	27690	6.27	134.666
Austria	8	19	0.554	2.9	29740	24.69	83
Hong Kong	8	11	1.702	8.6	28680	0.27	63.666
Germany	7.7	19	0.342	0.5	31050	2.79	83.666
Belgium	7.6	23	0.953	32.4	28920	14.33	127.666
Ireland	7.5	15	0.769	17.3	30910	23.93	88.666
USA	7.5	15	0.116	0.4	37750	21.93	90.333
Chile	7.4	12	0.353	4.1	9810	5.04	73.333
Japan	7	18	0.121	0.1	28450	9.18	85
France	6.9	24	0.276	2.7	27640	14.93	91.333
Spain	6.9	18	0.29	3	22150	16.17	98.666
Portugal	6.6	21	0.331	0.7	17710	1.65	94
Slovenia	5.9	22	0.569	1.2	19100	10.12	95.333
Botswana	5.7	36	0.448	1.1	8370	6.01	50.333
Estonia	5.5	19	0.94	9.8	12680	39.96	86
Uruguay	5.5	12	0.256	2.5	7980	2.64	83
Italy	5.3	20	0.252	1.1	26830	8.33	85
Kuwait	5.3	26	0.467	0.20	19480	1.85	66.333
Malaysia	5.2	14	1.057	2.4	8970	2.65	56.333
Tunisia	4.9	17	0.465	2.2	6850	1.92	61
Hungary	4.8	11	0.656	3	13840	15.8	87.666
Lithuania	4.7	20	0.553	1	11390	22.04	92
Namibia	4.7	29	0.456	3.1	6660	21.12	43.666
Jordan	4.6	23	0.601	3.8	4290	1.38	69
TrinidadTobago	4.6	10	0.481	5.9	10390	6.4	57.666
Mauritius	4.4	13	0.614	1.2	11280	1.66	59
South Africa	4.4	19	0.29	0.5	10130	6.02	64.333



Pays	CPI	Ggdp	DOE	IDEgdp	RNBPH	INF	TBSST
Costa Rica	4.3	15	0.486	3.3	9140	8.82	50.333
Greece	4.3	16	0.271	0.4	19900	10.63	89.333
South Korea	4.3	13	0.368	0.5	18000	1.81	88.333
Belarus	4.2	21	0.682	1	6050	8.08	81.333
Brazil	3.9	19	0.15	2.1	7510	9.76	80.333
Bulgaria	3.9	19	0.607	7.1	7540	4.75	78.333
Czech Republic	3.9	24	0.643	2.8	15600	12.47	76.666
Jamaica	3.8	15	0.518	8.8	3790	7.19	61.666
Latvia	3.8	18	0.476	2.7	10210	26.29	87.666
Colombia	3.7	21	0.201	2.2	6410	2.53	55.333
Croatia	3.7	21	0.555	6.9	10610	6.44	73
El Salvador	3.7	11	0.36	0.6	4910	1.54	45
Peru	3.7	10	0.177	2.3	5080	2.89	70.666
Slovakia	3.7	21	0.778	1.8	13440	7.96	72.666
Mexico	3.6	13	0.299	1.7	8980	3.22	60
Poland	3.6	16	0.343	2	11210	9.54	90
China	3.4	13	0.336	3.8	4980	1.37	52
Panama	3.4	11	0.299	6.1	6420	3.88	61.666
Sri Lanka	3.4	8	0.406	1.3	3740	5.06	57.333
Syria	3.4	11	0.319	0.7	3430	3.72	32
Dominican Republic	3.3	7	0.542	1.9	6310	1.45	50.666
Egypt	3.3	13	0.206	0.3	3940	0.94	66.333
Ghana	3.3	12	0.457	1.8	2190	2.23	27
Morocco	3.3	21	0.348	5.2	3940	1.92	33.666
Thailand	3.3	11	0.664	1.4	7450	0.92	66.666
Senegal	3.2	15	0.368	1.2	1620	1.43	14
Turkey	3.1	14	0.298	0.6	6710	5.01	62
Armenia	3	10	0.429	4.3	3790	2.72	66.333
Iran	3	14	0.219	0.1	7000	2.52	59
Lebanon	3	13	0.229	1.9	4840	1.62	67.333
Mali	3	10	0.317	3	960	1.29	14
India	2.8	13	0.147	0.7	2880	3.11	39.333
Malawi	2.8	20	0.381	1.3	590	2.58	22
Romania	2.8	9	0.417	3.2	7140	9.16	68.333
Mozambique	2.7	12	0.419	7.8	1060	1.62	11
Russia	2.7	16	0.294	1.8	8950	3.75	86.333
Algeria	2.6	14	0.307	1	5930	3.27	60.333
Madagascar	2.6	9	0.235	0.2	800	2.95	10

Pays	CPI	Ggdp	DOE	IDEgdp	RNBPH	INF	TBSST
Nicaragua	2.6	16	0.373	4.9	3180	3.4	46.666
Yemen	2.6	14	0.397	4.9	820	3.49	35
Albania	2.5	9	0.306	2.9	4710	5.62	59.333
Argentina	2.5	11	0.203	0.8	11410	5.85	86.666
Ethiopia	2.5	24	0.295	0.9	710	0.48	14
Gambia	2.5	11	0.404	15.2	1740	1.93	23
Pakistan	2.5	12	0.179	0.6	2040	1.74	16.333
Philippines	2.5	11	0.525	0.4	4640	2.48	66
Tanzania	2.5	11	0.232	2.4	620	2.45	4.333
Zambia	2.5	15	0.351	2.3	850	8.79	19.333
Guatemala	2.4	5	0.223	0.5	4090	1.14	31.666
Kazakhstan	2.4	12	0.474	7	6280	5.57	76.333
Moldova	2.4	18	0.707	3	1760	3.03	54.666
Uzbekistan	2.4	19	0.345	0.7	1720	3.19	68.666
Venezuela	2.4	8	0.226	3	4750	3.74	60
Vietnam	2.4	7	0.674	3.7	2490	1.15	51.333
Bolivia	2.3	17	0.251	2.1	2490	6.85	70.333
Honduras	2.3	14	0.416	2.8	2590	1.94	5
Macedonia	2.3	12	0.453	2	6750	4.34	65.666
Ukraine	2.3	16	0.556	2.9	5430	3.5	85.333
Congo Republic	2.2	17	0.585	5.6	730	3.37	22.666
Ecuador	2.2	10	0.275	5.7	3440	3.32	39.333
Sierra Leone	2.2	20	0.347	0.4	530	2.13	18
Uganda	2.2	15	0.208	3.1	1430	1.07	14.333
Cote d'Ivoire	2.1	8	0.414	1.3	1400	3	19.666
Kyrgyzstan	2.1	17	0.41	2.4	1690	3.63	75.333
Indonesia	1.9	9	0.309	0.30	3210	1.71	46
Kenya	1.9	18	0.262	0.6	1030	2.01	23
Azerbaijan	1.8	12	0.535	46	3390	3.42	60.666
Cameroon	1.8	12	0.234	1.7	1990	2.13	22.333
Georgia	1.8	9	0.295	8.5	2610	3.96	66
Tajikistan	1.8	9	0.584	2	1040	4.41	62.666
Paraguay	1.6	7	0.33	1.5	4690	5.27	52.333
Nigeria	1.4	23	0.317	2.1	900	1.42	26.666
Bangladesh	1.3	5	0.187	0.2	1870	1.5	33.333

Sources des données :

- IPC, Transparency International.
- RNBPH, INF, Ggdp et IDEgdp, Banque mondiale (World Development Indicator, 2005).
- TBSST, Institut de statistique de l'UNESCO
- DEO, importation et exportation, Organisation mondiale du commerce et PIB, Banque mondiale (World Development Indicator, 2005).